

**2025**  
**GLOBAL**  
FOOD POLICY  
**REPORT**

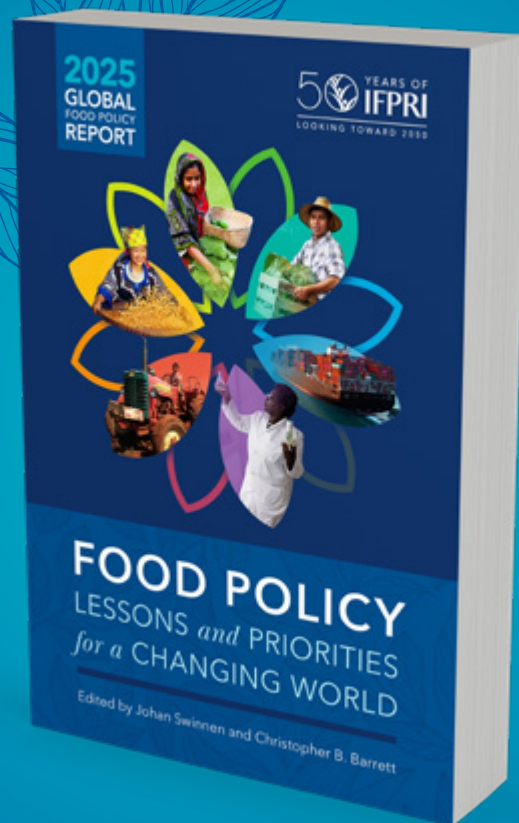
50 YEARS OF  
**IFPRI**  
LOOKING TOWARD 2050

Rapport 2025 sur les politiques alimentaires mondiales

# POLITIQUES ALIMENTAIRES

## LEÇONS *et* PRIORITÉS *pour* *un* MONDE *en* MUTATION

Sous la direction de Johan Swinnen et Christopher B. Barrett



À l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'IFPRI, notre Rapport 2025 sur les politiques alimentaires mondiales jette un regard global sur le demi-siècle écoulé. Il passe en revue l'évolution tant des politiques que de la recherche sur ce sujet, mettant en évidence les enseignements tirés et les principales pistes à suivre pour relever les défis et saisir les opportunités d'aujourd'hui et de demain.

Les politiques jouent un rôle clé dans l'évolution des systèmes alimentaires et de la santé de tous les êtres humains et de la planète. Même si de nombreux facteurs influencent l'élaboration des politiques, une recherche sur les politiques alimentaires fondée sur des données probantes est essentielle pour déterminer les choix politiques, la mise en œuvre et l'adaptation des politiques.

Les systèmes alimentaires ont considérablement changé au cours des 50 dernières années, et la recherche sur les politiques alimentaires a progressé et s'est adaptée à cette rapide évolution. Les systèmes alimentaires de 2025 sont très différents de ceux de 1975, avec une considérable expansion de l'activité du secteur privé dans les chaînes de valeur alimentaires, une rapide croissance du commerce, et l'avènement de nombreuses nouvelles technologies, sans oublier de substantiels changements dans les moyens de subsistance et les régimes

alimentaires des populations. La pauvreté et la faim ont considérablement diminué, mais nous sommes confrontés à une nouvelle crise alimentaire. Une fois encore, la rapide croissance de la demande alimentaire dépasse celle de l'approvisionnement alimentaire et génère des chocs de prix, qui mettent en péril la santé et la nutrition de milliards de personnes. Le ralentissement de la dynamique du développement, l'augmentation rapide des taux de surpoids et d'obésité ainsi que des maladies non transmissibles liées à l'alimentation, l'impact croissant du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, et l'incidence progressive de la volatilité du marché et des conflits ont accru l'urgence et la nécessité de la recherche sur les politiques alimentaires afin de relever ces défis et de relancer les progrès.

L'IFPRI a été créé en 1975 pour mener des recherches sur les politiques visant à éradiquer la faim et la pauvreté. La mission

de l'Institut est toujours la même aujourd'hui, mais le contexte scientifique, politique et mondial a beaucoup évolué.

Depuis sa création, l'IFPRI a été à l'avant-garde du développement de théories, de méthodes, de stratégies, d'outils et surtout de données empiriques pour soutenir l'élaboration de politiques saines en matière d'agriculture et de systèmes alimentaires. Bon nombre des défis actuels existaient déjà en 1975, mais nos systèmes alimentaires, notre connaissance de leur large impact et de leurs nombreuses interconnexions, ainsi que nos objectifs, ont évolué au fil des ans, introduisant non seulement de nouvelles sources de complexité, mais aussi de meilleurs outils et une plus grande capacité à éclairer les politiques alimentaires pour un avenir meilleur.

Le Rapport 2025 sur les politiques alimentaires mondiales, intitulé « Politiques alimentaires : leçons et priorités pour un monde en mutation », examine les enseignements tirés des politiques alimentaires des 50 dernières années, en s'appuyant sur les recherches de l'IFPRI, de ses partenaires et de ses collègues, et en réfléchissant à l'impact de ces travaux sur les systèmes alimentaires des pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI). Les chapitres du rapport s'appuient sur ces enseignements pour identifier les besoins essentiels de la recherche sur les politiques alimentaires d'ici à 2050.

## SYSTÈMES ET POLITIQUES ALIMENTAIRES : 1975-2025

La révolution verte, déjà en cours depuis une décennie en 1975, a généré une croissance sans précédent de la productivité agricole grâce au développement et à la diffusion à grande échelle de variétés à haut rendement de cultures de base destinées à répondre aux besoins caloriques fondamentaux. L'augmentation de l'offre alimentaire mondiale qui en a résulté a contribué à nourrir des milliards de personnes. Les politiques ont joué un rôle important dans la diffusion bénéfique des nouvelles technologies agricoles. Le développement agricole était largement considéré comme étroitement lié à la croissance économique générale et à la croissance de la productivité agricole, constituant le principal catalyseur d'une croissance plus large. D'autres investissements étaient néanmoins nécessaires, notamment dans les infrastructures rurales, les intrants et l'irrigation, les services, la gestion des ressources naturelles et les politiques sectorielles et macroéconomiques. En outre, au début des années 1970, les conséquences sociales et environnementales de la rapide transformation de l'agriculture suscitaient de plus en plus d'inquiétudes, nécessitant de porter une plus grande attention aux politiques.

La crise alimentaire mondiale de 1972-1975 a clairement montré que, bien que nécessaire, le simple fait d'augmenter la disponibilité physique de denrées alimentaires était insuffisant. La pauvreté était, et reste, le principal facteur d'insécurité alimentaire. Renforcée par la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974, qui a reconnu la sécurité alimentaire comme une urgente question de politiques, et par les travaux d'Amartya Sen, qui ont montré que l'apport alimentaire adéquat dépend non seulement de la production alimentaire, mais aussi de l'accès des individus

à la nourriture, cette conception élargie de la sécurité alimentaire a transformé la réflexion sur l'environnement des politiques nécessaire pour éradiquer la faim. L'augmentation des revenus, en particulier des populations pauvres, est dès lors devenue l'objectif clé des stratégies mondiales de développement. Aucune solution purement technique ne pouvait résoudre durablement la crise alimentaire apparue au début des années 1970 : il fallait concevoir des politiques et des réformes appropriées.

Les crises macroéconomiques des années 1970 et celle de la dette des pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI), qui ont éclaté au début des années 1980, ainsi que la fin de la guerre froide, ont également conduit à une importante remise en question des politiques économiques interventionnistes et du rôle de l'État dans les systèmes alimentaires. Le contrôle étatique des marchés agricoles était très répandu depuis les années 1960, en particulier dans les pays en développement, et les niveaux élevés de subventions dans les pays à revenu élevé faussaient les marchés nationaux et mondiaux.

Même si l'intervention des pouvoirs publics sur les marchés par le biais d'un contrôle des prix, de subventions et d'organismes parapublics reflétait la conviction commune que le secteur privé n'était pas capable d'assurer un approvisionnement alimentaire adéquat et bon marché dans les PRFI, le nouveau courant de pensée dominant de l'époque était que les pouvoirs publics devaient mettre fin aux politiques faussant le marché afin de libérer le potentiel de croissance économique du secteur privé. Les années 1980 et 1990 ont ainsi été marquées par une vague de libéralisation axée sur le marché, et de retrait des États du secteur agroalimentaire, fortement encouragée par les bailleurs de fonds et les banques de développement. Les réformes économiques à grande échelle axées sur le marché, entreprises en Chine à partir de la fin des années 1970 et au Viêt Nam au milieu des années 1980 ont clairement démontré le potentiel des réformes politiques pour soutenir la transformation agricole, la croissance économique, la réduction de la pauvreté et l'amélioration rapide de la sécurité alimentaire.

Dans les années 1990, de nouveaux accords commerciaux et la création de l'Organisation mondiale du commerce ont intensifié la mondialisation, qu'avaient stimulée les progrès des transports et des technologies de l'information et de la communication accompagnant la libéralisation des marchés intérieurs. Du côté de l'offre, la libéralisation et la mondialisation ont entraîné l'expansion des chaînes de valeur alimentaires - en particulier la croissance des micros, petites et moyennes entreprises dans le secteur intermédiaire - ainsi qu'une augmentation des échanges commerciaux de produits agricoles et des investissements d'entreprises privées nationales et étrangères dans les secteurs de l'alimentation et de la vente au détail. Du côté des consommateurs, les pouvoirs publics et l'aide alimentaire humanitaire ont délaissé le soutien aux populations pauvres à l'aide de subventions alimentaires à grande échelle au profit de programmes de protection sociale, souvent axés sur des transferts monétaires, afin de lutter directement contre la pauvreté et de réduire ainsi l'insécurité alimentaire.

La libéralisation du secteur agricole a nécessité une meilleure compréhension de la transformation agricole. Les innovations technologiques, les politiques et les investissements

devaient désormais se concentrer non seulement sur la production agricole dans les exploitations, mais aussi sur l'ensemble du système agroalimentaire, y compris les composantes non agricoles en rapide expansion des chaînes de valeur alimentaires. L'attention accordée par les politiques aux composantes non agricoles devait renforcer les liaisons entre les activités agricoles et non agricoles pour accélérer la diffusion de pratiques et de technologies agricoles améliorées et ajouter de la valeur à la production agricole après récolte.

Le monde a connu une réduction remarquable de la sous-alimentation et de la pauvreté, alors même que la population mondiale atteignait 6 milliards d'habitants au milieu des années 2000 et que les zones urbaines se développaient rapidement. Les taux de pauvreté dans le monde ont diminué de manière significative, la part des personnes vivant dans l'extrême pauvreté passant de 44 % à 21,5 % entre 1981 et 2005. La part de l'agriculture dans le PIB a été réduite à mesure que les économies se développaient et que la main-d'œuvre commençait à se détourner de l'agriculture, souvent au profit des composantes en aval et urbaines des chaînes de valeur alimentaires en expansion. La trajectoire du développement agricole a été différente dans chaque pays, et les progrès obtenus résultent de nombreux facteurs, tels que les réformes des droits fonciers, l'amélioration de la productivité des cultures de base et de l'élevage, une meilleure gestion des ressources naturelles, l'expansion des marchés, la diversification de la production agricole, la réforme des politiques commerciales et fiscales, et une amélioration de la nutrition.

Ce succès a malheureusement induit une certaine complaisance, et les décideurs ont détourné leur attention et leurs ressources vers d'autres priorités. L'aide étrangère à la R&D agricole a diminué et, bien que certaines économies émergentes, telles que la Chine et le Brésil, aient augmenté leurs investissements, les investissements publics des pays africains sont restés nettement inférieurs aux niveaux convenus dans leur R&D agricole. De plus, bien que la sécurité alimentaire se soit améliorée dans de nombreux pays en développement, la pauvreté et ses conséquences ont persisté, en particulier en Afrique subsaharienne, où le nombre de personnes souffrant de la faim a presque doublé depuis 1979, et où la volatilité des marchés s'est accrue. À l'échelle mondiale, la croissance moyenne de la productivité agricole a chuté de près de la moitié au XXI<sup>e</sup> siècle, les flambées des prix internationaux des céréales provoquant des crises alimentaires mondiales en 2007/2008 et 2011/2012, tandis que la COVID-19 et la guerre entre la Russie et l'Ukraine perturbaient les marchés agroalimentaires dans les années 2020. À la suite de ces récentes crises, de nombreux PRFI restent confrontés au double fardeau d'une forte inflation des prix des denrées alimentaires et d'une lourde dette extérieure.

Dans l'ensemble, les progrès constants réalisés dans la réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté ont ralenti, quand ils ne se sont pas inversés depuis les années 2010, et la nature des défis liés aux systèmes alimentaires a évolué. Au cours de la dernière décennie, l'augmentation mondiale des conflits et des déplacements de population a accru la prévalence de la malnutrition aiguë dans les zones touchées. Au niveau mondial, la recherche sur la nutrition et la santé publique a attiré l'attention sur la forte prévalence de carences en

micronutriments, en particulier chez les femmes et les enfants, souvent accompagnée d'une rapide augmentation des taux de surpoids et d'obésité ainsi que des maladies non transmissibles qui y sont associées. La durabilité est une préoccupation croissante, car la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité s'aggravent, et les effets du changement climatique, en particulier les phénomènes météorologiques extrêmes, perturbent de plus en plus les systèmes alimentaires. Des preuves de plus en plus nombreuses du rôle joué dans l'état des systèmes alimentaires par les normes et inégalités de genre, la prise de décision au sein des ménages, la gestion des ressources communautaires, et les besoins d'une population de jeunes en croissance rapide font évoluer les attentes à l'égard du rôle des politiques et de la recherche dans ce domaine.

## PERSPECTIVES

Aujourd'hui, de nombreux facteurs contribuent encore à la faim, à la malnutrition et à la pauvreté, notamment les chocs des prix, le changement climatique, les conflits et les effets d'une production alimentaire inefficace et non durable. Tout comme la recherche sur les politiques a contribué à surmonter les défis il y a un demi-siècle, elle peut encore aider les consommateurs, les producteurs et les décideurs politiques à prendre de meilleures décisions qui faciliteront une transformation saine, équitable, résiliente et durable des systèmes alimentaires au cours des prochaines décennies. Bien que les chapitres de ce rapport mettent en évidence de nombreux domaines spécifiques méritant d'être approfondis, ils soulignent également la nécessité impérieuse de recherches visant plusieurs grands défis intersectoriels.

**METTRE L'ACCENT SUR LA RÉSILIENCE ET L'INCLUSION DES PERSONNES ET DES LIEUX VULNÉRABLES.** La recherche sur les politiques alimentaires doit se focaliser sur les zones touchées par les conflits et les catastrophes, où sont concentrées la pauvreté et la malnutrition, et où de multiples crises sont susceptibles de renforcer la fragilité. La résilience a fait l'objet d'un regain d'attention avec l'instabilité accrue des systèmes alimentaires causée par des chocs liés non seulement au climat, mais aussi aux conflits, aux maladies et aux politiques macroéconomiques. La reconnaissance des différences de vulnérabilité à la malnutrition et à d'autres risques a attiré l'attention sur l'inclusion et souligné la nécessité de contextualiser les solutions et de répondre aux besoins (souvent croisés) des pauvres, des femmes, des jeunes et d'autres populations marginalisées et vulnérables.

**AMÉLIORER L'ALIMENTATION, LA NUTRITION ET LES ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES.** Les principaux défis nutritionnels actuels, y compris dans les PRFI, sont les carences en micronutriments, le surpoids et l'obésité. La recherche sur les politiques alimentaires doit identifier et traiter les causes commerciales et politiques des environnements alimentaires malsains. Elle doit également reconnaître les moyens les plus efficaces de faire évoluer les comportements de tous les acteurs du système alimentaire vers des habitudes alimentaires plus saines.

**RELEVER LE DÉFI DES NOUVELLES TECHNOLOGIES.** Le développement rapide des nouvelles technologies a des implications profondes sur la distribution et la propriété de ces innovations numériques, la gouvernance des systèmes alimentaires et l'inclusion des petits exploitants. Les nouvelles technologies tant de l'information et de la communication que numériques ont étendu la portée du secteur privé aux zones rurales éloignées et à faible revenu. Cela crée de nombreuses possibilités nouvelles d'améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance, mais soulève également des préoccupations concernant la vie privée et le fossé croissant entre ceux ayant accès au numérique et les autres. L'arrivée de l'intelligence artificielle (IA) dans les systèmes alimentaires amplifie ces préoccupations, tout en multipliant les possibilités d'accélérer l'innovation.

**COLLABORER AVEC LE SECTEUR PRIVÉ POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES.** Des investissements accrus sont nécessaires dans la recherche et le développement tout au long des chaînes de valeur alimentaires – et plus largement dans les systèmes alimentaires – pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité d'aliments plus sains et plus durables. Le secteur privé est un partenaire d'investissement essentiel pour plusieurs raisons, notamment la taille et l'importance croissantes des chaînes de valeur en aval des exploitations agricoles, et le rôle clé du secteur dans le développement de technologies disruptives, allant de l'IA jusqu'aux protéines alternatives en passant par l'agriculture verticale.

**MOBILISER DES INVESTISSEMENTS PUBLICS.** Les investissements publics resteront importants dans certains domaines, et de nouveaux partenariats public-privé ainsi que d'autres formes nouvelles de financement sont nécessaires pour mobiliser ces ressources. Il existe une importante marge de manœuvre pour impliquer les institutions du secteur public et de la société civile et pour utiliser plus efficacement les sources de financement public disponibles. L'une des grandes priorités est de réorienter l'aide publique existante à l'agriculture afin de mieux soutenir des systèmes alimentaires durables et sains.

**PARTENARIAT POUR LA RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE ET L'ÉLABORATION DE POLITIQUES.** La mise en œuvre des réformes politiques est compliquée par les structures institutionnelles cloisonnées des pouvoirs publics et des bailleurs de fonds, qui séparent les décisions relatives à l'agriculture, à l'environnement, à la santé et au commerce, sans qu'aucune autorité ne contrôle l'ensemble des systèmes alimentaires. La meilleure manière d'aborder ces questions générales consiste à mettre en place une série de partenariats et à maintenir une présence locale dans les pays clés, tout en conservant des liens à l'échelle mondiale.

**CONSTITUER ET ENTREtenir LE CAPITAL HUMAIN.** Alors que l'amélioration des technologies et de l'accès au marché requiert de plus en plus de connaissances, la formation du capital humain reste essentielle. Le futur programme de recherche sur les politiques alimentaires doit être étroitement lié aux activités de partage et de maintien des capacités afin

d'améliorer l'aptitude des partenaires à adapter et à déployer les résultats de la recherche et à identifier les besoins de recherche de suivi. Pour un organisme de recherche international tel que l'IFPRI, le succès peut signifier une diminution progressive de sa visibilité ou une transition vers un rôle différent, à mesure que les partenaires locaux prennent en charge une grande partie du travail.

Bien que des détails essentiels diffèrent considérablement aujourd'hui, la tâche qui attend l'IFPRI et d'autres organismes de recherche en 2025 est la même qu'en 1975 : rassembler les meilleures recherches possibles. Mais maintenant, la recherche sur les politiques doit contribuer à planifier une transformation vers des systèmes agroalimentaires plus sains, plus équitables, plus résilients et plus durables dans le monde entier. Tout comme les initiatives lancées il y a 50 ans ont relevé les défis de l'époque et généré des progrès sans précédent dans les domaines de la productivité agricole, de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté, les recherches actuelles peuvent nous aider à relever les défis et à saisir les opportunités des décennies à venir.

## ENSEIGNEMENTS ET PRIORITÉS DE LA RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

Les chapitres du Rapport 2025 analysent des domaines thématiques cruciaux des politiques alimentaires visant à éliminer la faim et la malnutrition. Chaque chapitre fournit à la fois un aperçu historique des 50 dernières années et une évaluation actuelle des défis et opportunités prévus d'ici 2050, en soulignant les contributions passées et présentes de l'IFPRI à la recherche, aux politiques et aux pratiques.

### Voies vers le progrès

La section 1 examine le rôle de la recherche sur les politiques alimentaires et du développement des systèmes agroalimentaires dans la création de voies pour réduire la pauvreté et la malnutrition. Les organismes de recherche sur les politiques doivent révéler les progrès accomplis dans la réalisation de leurs missions formulées, mais l'évaluation de leur impact peut s'avérer difficile, dans la mesure où il est généralement délicat d'attribuer une influence à un acteur, d'évaluer l'importance d'une recherche spécifique pour les résultats, et de comprendre les lacunes dans la recherche et la méthodologie.

Le chapitre 2 étudie l'impact de l'IFPRI au cours des 50 dernières années, sur la base d'évaluations indépendantes mettant en évidence les avantages de la recherche, de l'engagement et du partage des capacités de l'IFPRI. Ces avantages comprennent l'amélioration des politiques, des programmes, des innovations et des investissements, qui ont ensuite conduit à une plus grande sécurité alimentaire, à des régimes alimentaires plus sains et plus diversifiés, à de meilleurs moyens de subsistance et à une durabilité environnementale accrue. Ce chapitre synthétise les études de cas relatives à l'impact de la recherche sur les politiques à travers quatre voies d'impact, en tenant compte de

différentes interventions et zones géographiques. L'expérience de l'IFPRI indique comment les organismes de recherche sur les politiques peuvent mesurer leur impact et surmonter les défis liés à l'évaluation de l'impact dans le futur.

**La transformation agricole** a longtemps été au cœur de l'amélioration de l'accès à l'alimentation, de la réduction de la pauvreté et de la stimulation de la croissance économique, mais le rôle de l'agriculture dans le changement structurel et le développement économique évolue dans le contexte moderne. Le chapitre 3 explique les changements de paradigmes dans notre compréhension et nos approches de la transformation agricole, qui continuent de redéfinir le discours, la recherche et l'action. Il examine de près la révolution verte en Asie, un modèle de transformation réussie, et cherche comment l'expérience de cette région peut servir d'exemple à d'autres PRFI. Les données provenant d'Afrique subsaharienne apportent également des informations sur l'évolution du rôle de l'agriculture dans ce contexte particulier.

## Durabilité

La section 2 est consacrée à la durabilité et aux ressources naturelles, ainsi qu'aux systèmes fonciers et aux marchés qui déterminent les décisions et les pratiques agricoles. **Le changement climatique** est un défi majeur de notre époque, avec des effets mondiaux et profonds à la fois sur et à partir de l'agriculture et des systèmes alimentaires. Le changement climatique étant devenu un élément central de la recherche sur les politiques alimentaires, les études ne se limitent plus à modéliser les impacts mondiaux et nationaux sur l'agriculture, mais évaluent désormais également les risques pour les ménages et les individus et les options de réponse des politiques. Le chapitre 4 retrace l'évolution de cette recherche, en reflétant les principales contributions de l'IFPRI à la compréhension des impacts du changement climatique et à l'identification de politiques et d'investissements prometteurs pour l'atténuation et l'adaptation des systèmes alimentaires.

Le chapitre 5 élargit la discussion sur le changement climatique pour prendre en compte **la convergence plus importante entre les systèmes agroalimentaires et la santé des écosystèmes**, y compris les terres, l'eau et les systèmes énergétiques. Malgré l'attention mondiale portée à la perte de biodiversité et à la dégradation des ressources naturelles, les progrès dans la compréhension et la résolution de ces problèmes ont, au mieux, été lents. Au cours des 50 dernières années, la recherche a évolué dans un contexte de reconnaissance croissante de l'importance des services écosystémiques et du rôle des droits de propriété, des institutions et de la gouvernance pour les résultats environnementaux. Ce chapitre souligne comment une approche systémique permet de fournir de meilleures données et orientations politiques pour concilier production agricole et durabilité environnementale.

**La sécurité des droits sur les terres et les ressources naturelles** est essentielle pour garantir une production alimentaire équitable, inclusive, efficace et durable ainsi que des moyens de subsistance ruraux résilients.

Au cours des 50 dernières années, la recherche et les politiques en matière de régime foncier et de droits de propriété

ont considérablement évolué, améliorant notre compréhension de l'importance du régime foncier et de l'éventail des formes de propriété foncière selon les sociétés, les ressources et les époques. Le chapitre 6 examine les concepts fondamentaux et les principaux enseignements tirés de la recherche sur les régimes fonciers, en mettant l'accent sur l'impact des systèmes fonciers sur les pratiques agricoles et les investissements dans la gestion des ressources, ainsi que sur les effets des réformes foncières, en particulier pour les femmes et les jeunes.

**Les chaînes de valeur alimentaires** jouent un rôle essentiel dans les systèmes alimentaires en reliant les fournisseurs d'intrants agricoles aux agriculteurs et producteurs, puis ceux-ci aux consommateurs. Au cours des dernières décennies, le contexte économique, démographique et des politiques des chaînes de valeur alimentaires a considérablement évolué dans les PRFI, offrant une multitude de nouvelles opportunités non agricoles dans les zones rurales, tandis que la recherche sur les politiques s'est adaptée à ce contexte changeant. Le chapitre 7 examine les principaux catalyseurs et évolutions qui ont façonné la croissance, la structure et l'importance des chaînes de valeur alimentaires pour les économies, l'emploi et les régimes alimentaires, et se penche sur les tendances clés qui se maintiendront au cours des prochaines décennies.

## Soutien aux agriculteurs

La section 3 explore les instruments clés utilisés pour soutenir les moyens de subsistance au niveau de l'exploitation : les services de vulgarisation agricole, la sélection des cultures et l'assurance agricole. **Les services de vulgarisation agricole et de conseil rural** jouent un rôle majeur dans les systèmes agroalimentaires de nombreux PRFI en soutenant les efforts des agriculteurs pour améliorer la productivité, renforcer la résilience aux chocs et préserver les ressources naturelles dont dépendent ces systèmes. Ces services ont considérablement évolué au fil du temps, les méthodes et les prestataires devenant plus pluralistes. Le chapitre 8 applique le cadre conceptuel du « mieux adapté » de l'IFPRI pour examiner l'évolution mondiale des services de vulgarisation agricole et de conseil rural y compris le passage d'une approche de « transfert de technologie » à un paradigme plus sophistiqué de « facilitation de l'innovation ».

**L'amélioration génétique des cultures** a considérablement développé la productivité agricole, la sécurité alimentaire et les opportunités économiques pour les petits exploitants agricoles dans le monde entier. Les premiers programmes d'amélioration des cultures étaient principalement axés sur l'optimisation des rendements, mais ils se sont considérablement développés au fil du temps, la recherche jouant un rôle important tant dans la documentation et les progrès réalisés que des défis à relever. Le chapitre 9 examine les données relatives à la contribution de l'amélioration des cultures à la productivité, la nutrition, l'environnement et la réduction de la pauvreté, ainsi que les obstacles à l'adoption de nouvelles variétés par les agriculteurs et les moyens de surmonter ces difficultés.

Les ménages agricoles sont confrontés à de nombreux risques liés au marché et à la production, qui affectent leurs moyens de subsistance, leur sécurité alimentaire et leur

bien-être économique. **L'assurance agricole** vise à les protéger des risques, mais bon nombre de risques agricoles sont difficiles à assurer. Bien que les formules d'assurance aient considérablement évolué au cours des dernières décennies, les préférences des agriculteurs et leur capacité à payer ces assurances varient considérablement, et la demande pour ces produits reste faible. Le chapitre 10 examine comment la recherche sur les politiques a permis d'améliorer les formules d'assurance pour promouvoir leur utilisation et leur adoption par les agriculteurs. Il expose également comment les nouvelles technologies et les offres groupées créent des opportunités pour accroître la couverture.

### Transformer les vies et les moyens de subsistance

La section 4 analyse comment les politiques peuvent réduire la vulnérabilité et les inégalités, notamment le rôle de la protection sociale, les moyens de lutter contre les différentes formes de malnutrition, les effets des conflits et l'importance du genre. **Les programmes de protection sociale** visant à réduire la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité dans les PRFI sont de plus en plus répandus. Au cours des 50 dernières années, les politiques de protection sociale ont évolué, passant d'une approche axée sur des subventions et des rations alimentaires à des programmes de transferts monétaires conditionnels, d'obtention de diplômes, et d'inclusion économique. Le chapitre 11 examine l'évolution de ces programmes et la contribution de la recherche à l'évolution des approches et des politiques, en soulignant le rôle de l'IFPRI dans la fourniture d'évaluations, de données factuelles et de recommandations.

Au cours du demi-siècle passé, la nature de la malnutrition a considérablement évolué dans le monde, tout comme notre compréhension de ses manifestations et de ses principaux facteurs, des personnes les plus touchées et des politiques et programmes mis en place pour y remédier. La recherche a fourni de solides preuves de l'importance pour le bien-être tout au long de la vie d'une alimentation diversifiée et d'une nutrition adéquate au cours de la petite enfance. Elle a également mis en évidence ce qui fonctionne, comment et à quel coût pour améliorer l'alimentation grâce à l'agriculture, la protection sociale, l'éducation et les programmes et politiques d'autonomisation des femmes. Le chapitre 12 examine **l'évolution de la nutrition dans les politiques et les programmes**, en accordant une attention particulière à l'intersection entre la nutrition, l'agriculture, les systèmes alimentaires et les approches multisectorielles.

Plus que jamais, la faim et la sous-alimentation sont concentrées dans les zones **fragiles et touchées par les conflits** à travers le monde. Alors que les conflits se multiplient et que le changement climatique aggrave la fragilité, les projections indiquent que deux tiers des pauvres dans le monde vivront dans ces zones d'ici 2030. Le chapitre 13 se penche sur l'évolution de la recherche sur les politiques alimentaires menée dans ces domaines, en soulignant comment l'évolution des approches a contribué à clarifier les liens entre les conflits et la faim et comment les données probantes ont éclairé l'intégration de l'aide d'urgence aux efforts à long terme visant à renforcer la paix et la résilience.

La recherche sur le genre dans le développement a évolué parallèlement à la prise de conscience croissante du rôle des femmes dans le développement économique, de l'importance des relations entre les hommes et les femmes tant au sein qu'en-dehors du foyer, et du fait que l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes sont des objectifs importants en soi. Le chapitre 14 étudie **l'évolution de la recherche sur le genre** dans le contexte du discours du développement portant sur le genre, avec un accent sur les systèmes agroalimentaires. Il souligne la nécessité de mettre en place des programmes spécifiques en faveur de l'égalité des sexes et d'adopter des approches transformatrices pour améliorer l'autonomisation des femmes et parvenir à l'égalité des sexes à plus long terme.

### Mettre en œuvre le changement

La section 5 examine les facteurs macroéconomiques liés à la gouvernance, au commerce, à l'investissement public et aux finances, qui déterminent si et comment les politiques évoluent. L'élaboration des politiques est influencée par des **facteurs d'économie politique et de gouvernance** tels que les incitations, les structures institutionnelles, les préjugés idéologiques et les rapports de force. Ces facteurs recoupent les tendances influençant le paysage international des politiques de développement, avec des implications importantes pour les politiques agricoles et alimentaires. Le chapitre 15 examine les domaines clés de la décentralisation, des processus de réforme des politiques agricoles et alimentaires, de l'économie politique de la distribution, et des capacités de l'État, ainsi que la nécessité de mettre en place des institutions mondiales efficaces et légitimes pour la gouvernance des systèmes alimentaires.

**Le commerce agroalimentaire** joue un rôle essentiel pour garantir la sécurité alimentaire, offrir aux petits exploitants et aux commerçants ruraux de meilleurs prix sur des marchés plus vastes et à plus forte valeur ajoutée, améliorer l'efficacité de la production et de l'utilisation des ressources naturelles, et accroître l'accès des consommateurs à des aliments plus sûrs, plus diversifiés et plus nutritifs. Le commerce mondial des produits agroalimentaires a triplé depuis 1975, en partie grâce à l'essor du commerce des produits alimentaires transformés, et aussi au fait que les pays à revenu faible et intermédiaire ont abandonné la taxation de l'agriculture au profit d'une protection et d'un soutien positifs. Le chapitre 16 examine l'évolution de la recherche sur le commerce, en mettant l'accent sur les contributions de l'IFPRI et d'autres organismes, et détermine comment l'analyse des politiques commerciales peut contribuer à une transformation plus durable des systèmes agroalimentaires à l'avenir.

L'innovation dans l'agriculture offre une solution à de nombreux problèmes de développement urgents dans les PRFI, en particulier la faible productivité et la pauvreté, mais elle est inégalement répartie, tout comme les gains de productivité et de bien-être qui l'accompagnent. Le chapitre 17 passe en revue l'évolution de **la recherche sur le changement technique et les politiques publiques**, notamment la manière dont la recherche a contribué à la définition des priorités et l'élaboration des politiques, a aidé à résoudre les problèmes complexes des systèmes alimentaires grâce à des plateformes

d'innovation multipartites et à des partenariats, et a identifié les obstacles et les politiques permettant l'extension des innovations prometteuses.

La théorie et la pratique en matière de **financement de la production agricole et alimentaire** ont évolué au cours des 50 dernières années, dans un contexte marqué par la modification du rôle de l'agriculture dans le soutien à la croissance économique et au développement rural, ainsi que par l'évolution des perceptions des problèmes alimentaires et nutritionnels les plus critiques auxquels sont confrontés les pays à revenu faible et intermédiaire. Le récent passage à des approches fondées sur les systèmes alimentaires a élargi les objectifs du financement pour y inclure des objectifs environnementaux et sociaux, et a conduit à la mise en place de nouvelles dispositions institutionnelles et de nouveaux instruments de financement. Le chapitre 18 examine les principaux défis financiers auxquels sont confrontés les systèmes agroalimentaires des PRFI et met en évidence les options politiques permettant de mobiliser des financements futurs pour la transformation des systèmes alimentaires.

### Développements régionaux et priorités

Au cours des 50 dernières années, des progrès considérables ont été accomplis dans le monde entier pour relever les défis liés aux systèmes alimentaires, la recherche sur les politiques jouant un rôle important dans l'appui à des solutions fondées sur des données probantes. La section régionale du rapport examine l'évolution des politiques et de la recherche alimentaires en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en mettant en évidence les enseignements clés et les impacts susceptibles d'éclairer les recherches futures.

En **Afrique**, les systèmes alimentaires ont connu des transformations importantes au cours des quatre dernières décennies, avec des améliorations notables de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire, mais des défis persistent. Le chapitre 19 étudie comment le paysage des politiques agroalimentaires a évolué en Afrique en réponse à des défis complexes, notamment l'insécurité alimentaire, le changement climatique et les disparités socioéconomiques. Il examine des solutions fondées sur la recherche pour relever ces défis et souligne la nécessité d'adopter des approches systémiques, inclusives et fondées sur des données probantes pour relever les défis auxquels le système agroalimentaire devrait être confronté d'ici 2050.

Depuis que les pays d'**Asie centrale** ont accédé à l'indépendance en 1991, les systèmes alimentaires de la région ont subi des transformations importantes sous l'effet des réformes politiques et économiques, des changements institutionnels, de la mondialisation, du changement climatique et des migrations de la main-d'œuvre. Le chapitre 20 examine comment la recherche sur les politiques alimentaires a permis de dégager des données probantes pour éclairer les réformes axées sur le marché et la transformation agricole, ce qui a finalement conduit à une réduction substantielle de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de la sous-nutrition. Il évalue également les forces complexes des changements socioéconomiques et environnementaux auxquels la région sera confrontée d'ici 2050.

En **Asie du Sud**, les systèmes alimentaires ont subi une considérable évolution au cours des 50 dernières années, marquée par des progrès dans l'établissement de liens entre la croissance agricole, l'élaboration des politiques et les investissements dans l'agriculture, ainsi que par des innovations institutionnelles. Le chapitre 21 souligne le rôle essentiel joué par la recherche dans l'élaboration des politiques nationales de sécurité alimentaire, de développement rural et de nutrition. À l'horizon 2050, des recherches sur le changement climatique, la numérisation, l'alimentation et la nutrition, ainsi que sur les inégalités entre les sexes seront nécessaires pour aider l'Asie du Sud à continuer de mettre en place des systèmes alimentaires durables et résilients produisant des résultats équitables et durables.

Au cours des cinquante dernières années, les systèmes alimentaires de **l'Asie de l'Est et du Sud-Est** ont été façonnés par la croissance économique et la transformation structurelle, les phénomènes météorologiques extrêmes ainsi que par la dynamique unique de leur paysage agricole et de leur chaîne de valeurs. Le chapitre 22 examine comment l'alignement des résultats de la recherche, des programmes financiers et des initiatives de coopération régionale sur les cadres politiques nationaux a permis d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance dans la région, même si des défis importants subsistent. À l'avenir, la transformation des systèmes alimentaires de la région nécessitera une approche multisectorielle, comprenant une prospective transversale et des approches intégrées combinant des technologies perturbatrices, une gouvernance participative et des solutions évolutives.

**L'Amérique latine et les Caraïbes** ont connu des changements importants dans leurs systèmes alimentaires, tout en étant confrontées depuis les années 1970 à des défis tant anciens que nouveaux. La région joue un rôle clé dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale, ainsi que dans la stabilisation du climat mondial et la conservation de la biodiversité. À l'avenir, la région devra surmonter les obstacles créés par l'instabilité économique et politique, le changement climatique et des inégalités structurelles profondément enracinées. Le chapitre 23 s'appuie sur les recherches menées par l'IFPRI et ses partenaires pour dresser un tableau de l'évolution des systèmes alimentaires dans la région et présenter les options de politiques et les priorités de recherche pour les années à venir.

Au cours des 50 dernières années, les politiques alimentaires et agricoles du **Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord** ont alterné entre deux objectifs : d'une part, privilégier l'efficacité et la croissance économique et, d'autre part, garantir la sécurité nationale grâce à l'autosuffisance alimentaire et à un large approvisionnement en produits de base. Le chapitre 24 résume les tendances des politiques et des résultats obtenus à mesure que la région est passée d'une forte intervention de l'État à une période de libéralisation. Il examine d'abord la production agricole et les politiques connexes, puis le rôle des consommateurs et la politique alimentaire et nutritionnelle, avant de conclure avec les questions de politiques émergentes et les priorités de recherche.

## CONTENU DU RAPPORT 2025

|                    |   |                    |  |
|--------------------|---|--------------------|--|
| <b>CHAPITRE 1</b>  | <b>Recherche sur les politiques alimentaires dans les pays à revenu faible et intermédiaire</b> : Passé, présent et futur           | <b>SECTION IV</b>  | <b>Transformer les vies et les moyens de subsistance</b>   |
| <b>SECTION I</b>   | <b>Voies vers le progrès</b>  | <b>CHAPITRE 11</b> | <b>Protection sociale</b> : Rassembler les données probantes et définir les priorités  |
| <b>CHAPITRE 2</b>  | <b>Impact</b> : Évaluation des résultats de la recherche de l'IFPRI   | <b>CHAPITRE 12</b> | <b>Nutrition et régimes alimentaires</b> : Recherches et actions, regarder le passé pour aller de l'avant  |
| <b>CHAPITRE 3</b>  | <b>Systèmes agroalimentaires</b> : Transformation, changement structurel et développement   | <b>CHAPITRE 13</b> | <b>Fragilité et conflit</b> : Faire face aux crises et construire des systèmes alimentaires résilients   |
| <b>SECTION II</b>  | <b>Durabilité et ressources naturelles</b>  | <b>CHAPITRE 14</b> | <b>Recherche sur le genre</b> : Indicateurs et politiques pour plus d'équité et d'inclusion  |
| <b>CHAPITRE 4</b>  | <b>Changement climatique</b> : Comprendre les impacts sur les systèmes agroalimentaires et évaluer les options de politiques        | <b>SECTION V</b>   | <b>Mettre en œuvre le changement</b>   |
| <b>CHAPITRE 5</b>  | <b>Durabilité environnementale</b> : Intersection des systèmes agroalimentaires et de la santé des écosystèmes                      | <b>CHAPITRE 15</b> | <b>Économie politique et gouvernance</b> : Les politiques agricoles et alimentaires, du niveau local au niveau mondial                               |
| <b>CHAPITRE 6</b>  | <b>Régimes fonciers</b> : Recherche sur les politiques en matière de ressources, de droits et d'équité                              | <b>CHAPITRE 16</b> | <b>Commerce agroalimentaire</b> : Des défis changeants et une évolution des perspectives en matière de politiques et de recherche sur les politiques |
| <b>CHAPITRE 7</b>  | <b>Chaînes de valeur alimentaires</b> : Transformations dans les pays à revenu faible et intermédiaire                              | <b>CHAPITRE 17</b> | <b>Politiques d'innovation agricole</b> : Accorder la priorité aux investissements et promouvoir l'adoption à grande échelle pour plus d'impact      |
| <b>SECTION III</b> | <b>Soutien aux agriculteurs</b>   | <b>CHAPITRE 18</b> | <b>Financement</b> : Du soutien à la production agricole à une transformation des systèmes alimentaires  |
| <b>CHAPITRE 8</b>  | <b>Services de vulgarisation agricole</b> : Des transferts de technologies à la facilitation de l'innovation                        | <b>SECTION VI</b>  | <b>Évolutions régionales et priorités</b>  |
| <b>CHAPITRE 9</b>  | <b>Semences de qualité, variétés améliorées</b> : Économie de l'amélioration génétique des cultures et adoption par les exploitants | <b>CHAPITRE 19</b> | <b>Afrique</b>   |
| <b>CHAPITRE 10</b> | <b>Assurance</b> : Politiques et programmes de réduction des risques des exploitants agricoles                                      | <b>CHAPITRE 20</b> | <b>Asie centrale</b>   |
|                    |   | <b>CHAPITRE 21</b> | <b>Asie du Sud</b>   |
|                    |   | <b>CHAPITRE 22</b> | <b>Asie de l'Est et du Sud-Est</b>   |
|                    |   | <b>CHAPITRE 23</b> | <b>Amérique latine et Caraïbes</b>   |
|                    |   | <b>CHAPITRE 24</b> | <b>Moyen-Orient et Afrique du Nord</b>   |

Consulter la page web du rapport : <https://www.ifpri.org/global-food-policy-report/>

Consulter le texte intégral du rapport : <https://hdl.handle.net/10568/174108>

Ce résumé est basé sur le Rapport 2025 sur les politiques alimentaires dans le monde, *Food Policy : Lessons and Priorities for a Changing World*, publié par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, et qui a fait l'objet d'une évaluation par les pairs.

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

*Un monde sans faim ni malnutrition*

L'IFPRI est un centre de recherche du CGIAR

1201 Eye St, NW, Washington, DC 20005 USA | T. +1-202-862-5600 | F. +1-202-862-5606 | Email : [ifpri@cgiar.org](mailto:ifpri@cgiar.org) | [www.ifpri.org](http://www.ifpri.org) | [www.ifpri.info](http://www.ifpri.info)



© 2025 International Food Policy Research Institute (IFPRI). Cette publication est autorisée sous licence internationale Creative Commons 4.0 (CC BY 4.0).